

Éditorial

FEMMES, ENGAGEMENT ET CLASSES POPULAIRES. UNE HISTOIRE VIVANTE

Ingrid Hayes et Magali Della Sudda

La Découverte | « Le Mouvement Social »

2018/4 n° 265 | pages 3 à 15

ISSN 0027-2671

ISBN 9782348040757

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2018-4-page-3.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Femmes, engagement et classes populaires. Une histoire vivante

par Ingrid HAYES\* et Magali DELLA SUDDA\*\*

Dans son ouvrage consacré à l'histoire des femmes, l'historienne Françoise Thébaud rappelle la matrice originelle d'une historiographie engagée et parfois militante. Les jeunes femmes qui entrent en masse à l'université dans les années 1960 sont les contemporaines d'un contexte bien particulier<sup>1</sup>. À l'allongement de la scolarité des filles s'ajoutent la reprise du travail salarié pour les femmes (notable à partir de 1965, elle s'accroît après 1968, même si la durée de vie active reste très inférieure à celle des hommes, jusqu'au milieu des années 1970<sup>2</sup>) et la reconnaissance de nouveaux droits (celui par exemple de placer son salaire sur son propre compte en banque ou de travailler sans l'autorisation de son mari, obtenu en 1965).

Dans le sillage de Mai 68 émerge la deuxième vague du féminisme, dont bien des jeunes femmes sont à la fois les témoins et les actrices. Parmi les universitaires qui ouvrent les brèches des études féministes et de l'histoire des femmes, beaucoup sont des militantes qui rejoignent le Mouvement de libération des femmes (MLF) lors de sa création en 1970. Schématiquement, trois courants distincts coexistent : « Psychanalyse et politique », animé par Antoinette Fouque ; les féministes radicales, emmenées notamment par Christine Delphy ; et les « féministes lutte des classes », regroupant des militantes de diverses organisations d'extrême gauche<sup>3</sup>. À côté de ces groupes militants revendiquant une vision systématique de la lutte pour les droits des femmes, des féministes manifestent ou s'engagent sur la libéralisation de la contraception et du droit à l'avortement, telle Gisèle Halimi et *Choisir*<sup>4</sup>. Enfin, un féminisme « ordinaire », qui ne s'exprime pas dans un cadre militant, et dont l'histoire reste à

\* Maîtresse de conférences à l'Université Paris Nanterre, IDHE.S, CNRS.

\*\* Chargée de recherche, Centre Émile Durkheim, CNRS.

1. F. THÉBAUD, *Écrire l'histoire des femmes*, Fontenay-aux-Roses, ENS Éditions Fontenay-Saint-Cloud, 1998.

2. F. BATTAGLIOLA, *Histoire du travail des femmes*, Paris, La Découverte, 2008, p. 80.

3. On reprend ici la typologie établie par J. TRAT, « L'histoire oubliée du courant "féministe lutte des classes" », in Collectif, *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse, 2007, p. 9-32.

4. B. PAVARD, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; C. MORE, « Sexualité et contraception vues à travers l'action du Mouvement français pour le Planning familial de 1961 à 1967 », *Le Mouvement social*, n° 207, 2004, p. 75-95.

écrire, est représenté lors des États généraux de la femme organisés par le magazine *Elle* en 1975. Cet événement est relayé par des mouvements comme l'Action catholique générale féminine, alors en pleine interrogation sur la possibilité d'un féminisme au sein de l'Église. L'encyclique *Humanæ Vitæ* du 25 juillet 1968, qui rappelle l'interdit de l'usage des contraceptifs chimiques et mécaniques et la condamnation de l'avortement, en laisse plus d'une dubitative<sup>5</sup>. Le féminisme « ordinaire » est aussi celui des lectrices de la « bible du féminisme », *Notre corps, nous-mêmes*, ouvrage militant du Collectif des femmes de Boston traduit par un collectif féministe parisien chez Albin Michel en 1977<sup>6</sup>. Réédité à plusieurs reprises, il est un succès éditorial qui témoigne de la diffusion des idées féministes dans un public débordant celui des militantes engagées dans des organisations féministes<sup>7</sup>.

Les féministes de la première vague, celle des « filles de Marianne<sup>8</sup> », sont entrées dans une veille silencieuse depuis 1940. Après la suppression des libertés démocratiques sous Vichy, puis l'obtention du droit de suffrage et d'éligibilité, les anciennes organisations féministes peinent à se remobiliser. Les « années Beauvoir » connaissent une reformulation de la cause des femmes dans les lieux du quotidien : un consensus républicain autour de la maternité entre les organisations communistes et catholiques se fait jour, les organisations suffragistes travaillent sur la formation civique, la consommation, tandis qu'émerge une revendication des couples à bénéficier des moyens d'avoir une sexualité non procréative<sup>9</sup>. La génération de jeunes femmes qui a 20 ans en 1968 est plus politisée que les précédentes et les suivantes<sup>10</sup>, elle est celle qui doit se faire une place dans un monde académique ne tolérant jusqu'alors les étudiantes qu'à condition qu'elles demeurent l'exception<sup>11</sup>. La donne change après 1968. Les femmes sortent discrètement des silences de l'histoire grâce au renouveau de la recherche entrepris par ces nouvelles entrantes dans le monde

5. M. DELLA SUDDA, « Par-delà le bien et le mal, la morale sexuelle en question chez les femmes catholiques », *Nouvelles Questions féministes*, n° 35, 2016, p. 82-101.

6. L. RUAULT, « La circulation transnationale du self-help féministe : acte 2 des luttes pour l'avortement libre ? », *Critique internationale*, n° 70, 2016, p. 37-54.

7. Collectif de Boston pour la santé des femmes, *Notre corps, nous-mêmes*, Paris, Albin Michel, 1977, traduit de l'américain : *Our Bodies, Ourselves*, Boston, Boston Women's Health Course Collective-New England Free Press, 1971. L'ouvrage, tiré à 20 000 exemplaires, est réédité en 1981 puis en 1985 à 150 000 au total, devenant l'un des *best-sellers* du début des années 1980.

8. C. BARD, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.

9. S. CHAPERON, *Les années Beauvoir : 1945-1970*, Paris, Fayard, 2000.

10. M. SINEAU, « Effets de genre, effets de génération ? Le vote hommes/femmes à l'élection présidentielle 2007 », *Revue française de science politique*, n° 57, 2007, p. 353-369.

11. C. LÉCUYER, « Une nouvelle figure de la jeune fille sous la III<sup>e</sup> République : l'étudiante », *Clio. Femmes, genre, histoire*, n° 4, 1996, p. 166-176 ; N. TIKHONOV SIGRIST, « Les femmes et l'université en France, 1860-1914 », *Histoire de l'éducation*, n° 122, 2009, p. 53-70.

académique<sup>12</sup> et les jeunes historiennes posent un regard plus attentif sur les femmes ouvrières.

## Les ouvrières et les militantes, objets privilégiés de l'histoire des femmes

L'histoire contemporaine s'enrichit des travaux consacrés aux femmes au sein de la classe ouvrière. Madeleine Rebérioux ou Rolande Trespé, sans jamais explicitement se définir comme historiennes des femmes, ont contribué à mettre au jour leur rôle au sein du monde du travail, y compris en ce qui concerne les luttes collectives, comme le fait cette dernière dans sa thèse sur les mineurs de Carmaux<sup>13</sup>. Son regard va bien au-delà des ouvrières de Carmaux lorsqu'elle se penche, par exemple, sur la campagne électorale de 1898 du marquis de Solages, propriétaire de la mine et opposant à Jaurès. L'appui des femmes de la maisonnée, qui apportent leur capital symbolique, social et économique, est une condition essentielle du succès de ces notables, à la tête de véritables entreprises politiques modernes<sup>14</sup>. Rolande Trespé participe en 1985 au premier numéro de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, consacré à l'histoire des femmes et des féminismes<sup>15</sup>. Dans ce même numéro, Michelle Perrot rédige un premier état des lieux de l'histoire des femmes en France<sup>16</sup>.

Quelques années plus tard, Joan W. Scott rédige sa thèse sur les verriers de Carmaux<sup>17</sup>. Avec une autre Américaine, Louise A. Tilly, spécialiste des femmes ouvrières de Milan, elles apportent un regard nouveau sur le travail salarié des femmes en remettant en question le lien entre travail salarié, capitalisme et structures familiales<sup>18</sup>. Michelle Zancarini-Fournel et Mathilde Dubesset travaillent au même moment sur les ouvrières de Saint-Étienne<sup>19</sup>, Laura Lee Downs sur les femmes dans l'industrie

12. F. THÉBAUD, *Écrire l'histoire des femmes*, op. cit. Dans l'entretien que nous publions dans ce numéro, Michelle Perrot fait état de ses débuts dans les années 1970, remettant en perspective, à travers son propre parcours, un courant historiographique qu'elle a contribué à lancer.

13. R. TREMPÉ, *Les mineurs de Carmaux (1848-1914)*, thèse de doctorat ès lettres, sous la direction de Jacques Godechot, soutenue à l'Université de Toulouse en 1969. Ce travail est publié aux Éditions ouvrières en 1971. Voir R. TREMPÉ, « Souvenirs et histoire, la traversée d'un siècle, 1916-2016 », *Le Mouvement social*, n° 255, 2016, p. 137-159.

14. R. TREMPÉ, « Une campagne électorale étudiée d'après les archives privées », Actes du 82<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes, Paris, Imprimerie nationale, 1958, p. 471-490 ; voir également E. PHÉLIPPEAU, *L'invention de l'homme politique moderne : Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.

15. R. TREMPÉ, « Histoire des femmes, histoire du féminisme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 1, 1985, p. 2.

16. M. PERROT, « Où en est en France l'histoire des femmes ? », *ibid.*, p. 3-5.

17. J. W. SCOTT, *The Glassworkers of Carmaux: French Craftsmen and Political Action in a Nineteenth-Century City*, Cambridge, Harvard University Press, 1980.

18. L. A. TILLY et J. W. SCOTT, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Payot, 1987.

19. M. DUBESSET et M. ZANCARINI-FOURNEL, *Parcours de femmes : réalités et représentations, Saint-Étienne, 1880-1950*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1993 ; J.-P. BURDY,

d'armement durant la Grande Guerre<sup>20</sup>. Anne-Marie Sohn, pour sa part, dans sa thèse, ajoute à l'histoire des militantes son enquête concernant les institutrices de la CGTU et montre comment les femmes sont parvenues à s'imposer comme une minorité significative dans le syndicalisme enseignant des années 1920, avant d'être progressivement intégrées au sein d'une société normée, dans une double dynamique qui les rapproche des autres travailleuses tout en affaiblissant leur propre combativité<sup>21</sup>. Les recherches de cette dernière l'amèneront ensuite à s'intéresser davantage à la sphère privée. Ces travaux complexifient les analyses alors en vogue sur l'émancipation des femmes par le travail salarié. Ils déplacent la focale habituelle centrée sur les hommes pour complexifier la pensée du travail, et celle des liens entre structures économiques et structures sociales et familiales.

L'historiographie s'enrichit de recherches consacrées au militantisme féminin et familial. Dominique Loiseau s'intéresse aux femmes de Saint-Nazaire<sup>22</sup>, Geneviève Dermenjian aux femmes de milieu populaire et au mouvement familial, au sein du Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux, le GRMF<sup>23</sup>. Elles établissent par leurs recherches les proximités entre les deux grandes familles idéologiques qui ont su construire une assise parmi les femmes de milieu populaire, la famille communiste et celle qui, issue de la mouvance catholique liée au mouvement ouvrier, et notamment de la Jeunesse ouvrière chrétienne, s'est progressivement déconfessionnalisée. Dans un article consacré aux manifestations de « femmes au foyer » appartenant à l'Union des femmes françaises (UFF) et aux organisations catholiques, Geneviève Dermenjian et Dominique Loiseau évoquent les témoignages contrastés de femmes sur la participation aux manifestations<sup>24</sup>. Dans sa préface à l'ouvrage de Dominique Loiseau consacré au militantisme féminin à Saint-Nazaire, Michelle Perrot souligne à quel point les femmes des classes populaires désireuses de sortir de chez elles le firent « en s'engageant dans des associations, d'obédience catholique ou communiste, les deux versants objectivement dominants » et « infiniment plus accessibles

M. DUBESSET et M. ZANCARINI-FOURNEL, « Rôles, travaux et métiers de femmes dans une ville industrielle : Saint-Étienne, 1900-1950 », *Le Mouvement social*, n° 140, 1987, p. 27-53.

20. L. L. DOWNS, *L'inégalité à la chaîne : la division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre, 1914-1939*, Paris, Albin Michel, 2002.

21. A.-M. SOHN, « Féminisme et syndicalisme : les institutrices de la Fédération unitaire de l'enseignement de 1919 à 1935 », thèse de doctorat en histoire sous la direction d'Annie Kriegel, Université Paris X-Nanterre, 1973 ; EADEM, « Exemplanité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la CGTU », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 24, 1977, p. 391-414.

22. D. LOISEAU, « Femmes et militantisme. Saint-Nazaire et sa région, 1930-1980 », thèse de doctorat en histoire, Université Paris 7, 1993.

23. Voir <https://grmf.wordpress.com/category/les-cahiers-du-grmf>.

24. G. DERMENJIAN et D. LOISEAU, « Les associations de "femmes au foyer" : des occupations différenciées de la rue », in S. DENÈFLE (dir.), *Femmes et villes*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2004, p. 101-112.

que les syndicats et les partis, liés à une sphère publique beaucoup plus masculine<sup>25</sup> ».

À la limite de ce champ d'investigation, Sylvie Fayet-Scribe, reprenant la somme de Robert Talmy sur les mouvements familialistes<sup>26</sup>, met au jour le militantisme féminin et féministe dans les associations<sup>27</sup>. Les femmes dont il est question sont issues de milieux ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans les milieux populaires urbains et ruraux où la sociabilité et l'encadrement paroissial sont importants, les ligues féminines et l'action catholique féminine sont bien implantées et répondent aux politiques de laïcité qui se traduisent par les lois de 1901 sur les congrégations et associations, puis la loi de 1905, comme l'a montré Odile Sarti<sup>28</sup>.

Dans les années 1990, le « tournant linguistique » est venu réduire la construction du genre à des processus discursifs, écartant les effets de structure<sup>29</sup>. La transformation conceptuelle du « genre » met désormais l'accent sur les représentations et l'expression des rapports de pouvoir. En 1986, Joan W. Scott rompt avec les paradigmes matérialistes et d'histoire sociale qui ont présidé à son histoire des verriers de Carmaux et propose une critique des usages routinisés du « genre » qui conduisent à une dépolitisation de ce concept. Utilisé comme synonyme de sexe, il perdrait sa portée critique des rapports sociaux, inégalitaires, fondés sur les différences perçues entre les sexes. Il ne répondrait plus à l'émergence de nouveaux sujets et objets d'histoire. La nouvelle histoire appelle une redéfinition des concepts capable de rendre compte des transformations historiques en intégrant les apports de la psychanalyse et des études littéraires. La redéfinition du genre à laquelle se livre Joan W. Scott « repose sur la relation fondamentale entre deux propositions : le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir<sup>30</sup> ».

Dès lors, le « politique » occupe une place de choix dans les terrains à défricher. Ce terme, qui renvoie au pouvoir et à son expression, déclinée sous différentes formes, est le fil rouge de cette nouvelle histoire des femmes et du genre. La *Citoyenne paradoxale* signe la rupture avec l'histoire des femmes et du monde ouvrier, pour déplacer le regard vers

25. D. LOISEAU, *Femmes et militantismes*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 9.

26. R. TALMY, *Histoire du mouvement familial en France*, Paris, Union nationale des caisses d'allocations familiales, 1962.

27. S. FAYET-SCRIBE, *Associations féminines et catholicisme, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1990.

28. O. SARTI, *The Ligue Patriotique des Françaises, 1902-1933: A Feminine Response to the Secularization of French Society*, New York, Garland, 1992.

29. Cette évolution est bien décrite dans N. FRASER, « Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale. Genèse de l'impasse actuelle de la théorie féministe », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005, p. 27-50.

30. J. W. SCOTT, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, « Le genre de l'histoire », n° 37-38, 1988, p. 141.

l'engagement des femmes dans la cité<sup>31</sup>. Les structures sociales ne sont plus pensées comme le fondement des inégalités entre les hommes et les femmes, qui trouvent leurs origines dans la culture et les représentations. Privilégiant une approche essentiellement performative et discursive des identités, les études de genre s'inscrivent dans un paradigme scientifique qui fait des représentations et des discours le prisme premier de la réalité historique, éclipsant les analyses plus attentives à la matérialité des rapports de pouvoir, en particulier tels qu'ils s'expriment dans le monde du travail<sup>32</sup>. La revue *Travail, genre et sociétés* fait figure d'exception, dans un contexte de déplacement des travaux sur les femmes vers les *gender studies*, marquées par une épistémologie postmoderne.

### Genre et classes populaires, nouveaux regards

Depuis quelques années, des sociologues et des historiennes ont renoué avec les travaux des pionnières en réinvestissant le monde ouvrier par le genre. En 2006, la revue *Genèses* publie un dossier intitulé « Genre et classes populaires », ces dernières étant envisagées de manière plus large que la classe ouvrière<sup>33</sup>. Les auteures y soulignent les différents types de domination qui marquent les milieux populaires tout en accordant un primat à la condition économique. Dans un ouvrage récent, Christelle Avril appelle également à une redéfinition des classes populaires en parlant des évolutions du salariat féminin, à travers son étude des aides à domicile<sup>34</sup>. Encore plus récemment, la notion de ménages populaires a fait l'objet d'une définition par les sociologues de *Travail, genre et sociétés*, qui en précisent ainsi les contours :

« Le populaire "aujourd'hui" », ce segment comprend les ménages composés d'ouvrier·e·s et d'employé·e·s qui ne sont ni « en bas » (les fractions les plus démunies de ressources économiques, d'inscriptions sociales protectrices et de capital culturel), ni « en haut » (les fractions qui, par leur stabilité d'emploi, leur niveau de ressources économiques et de participation à des pratiques socialement sélectives, sont proches des classes moyennes)<sup>35</sup>.

De jeunes chercheuses, doctorantes et jeunes docteurs confèrent, entre 2011 et 2016, une visibilité à ce champ de recherche en France autour d'un carnet Hypothèses qui relaie les manifestations et réflexions scientifiques

31. ID., *La citoyenne paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998.

32. M. MARUANI, *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 1979 ; A. BORZEIX et M. MARUANI, *Le temps des chemises : la grève qu'elles gardent au cœur*, Paris, Syros, 1982.

33. « L'appellation "classes populaires" condense des positions sociales situées au bas d'une ou plusieurs échelles hiérarchiques organisant la stratification sociale » (C. HAMEL et J. SIMÉANT, « Genre et classes populaires », *Genèses*, n° 64, 2006, p. 2).

34. C. AVRIL, *Les aides à domicile. Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute, 2014.

35. T. AMOSSÉ et M. CARTIER, « Introduction. Les classes populaires sur la scène domestique », *Travail, genre et sociétés*, n° 39, 2018, p. 25-40.



sur ces objets<sup>36</sup>. Parmi ces chercheuses, plusieurs ont ensuite acquis une position universitaire, témoignant, au-delà de l'imbrication fondatrice et permanente entre féminisme et recherche universitaire, qu'un champ relativement marginal semble gagner – ou regagner – en visibilité. Dans la sphère dont elles sont un des relais, certaines se réclament de l'intersectionnalité, concept formé par la juriste états-unienne Kimberlé Crenshaw pour rendre compte de l'inadéquation des politiques publiques ciblées sur une discrimination unique aux États-Unis avec la réalité des discriminations<sup>37</sup>. D'autres privilégient un cadre d'analyse formulé en termes de rapports sociaux et de consubstantialité de ces différents rapports qui départagent les dominants et les dominés. Toutes portent une attention soutenue à la complexité des configurations et à l'enchevêtrement des mécanismes de domination, insistant sur le fait que le genre, pas plus que la classe, n'est donné en soi. C'est un système d'organisation sociale et un mode d'expression de cette organisation fondée sur les inégalités entre les sexes, qui ne peut se concevoir comme le fruit d'un processus linéaire et isolé.

Ce numéro spécial du *Mouvement social* reflète les évolutions de la recherche entre ces générations. Les articles de Dominique Loiseau et Geneviève Dermenjian, qui synthétisent leurs recherches consacrées pour l'essentiel à des femmes non salariées, entre 1945 et la fin des années 1960, sont mis en regard de travaux menés par des chercheuses et chercheurs plus jeunes, qui s'intéressent en l'occurrence aux mobilisations dans les entreprises à partir des années 1970. Tous ont en commun de porter sur les ressorts de l'engagement des femmes des classes populaires.

## S'engager en tant que femme des classes populaires

Les articles ici publiés tentent d'éclairer ce que les problématiques de genre apportent à l'histoire des mouvements sociaux et des mondes populaires, mettant au cœur des réflexions les appropriations du politique par les femmes qui en sont issues. Les lieux et modalités de leur engagement constituent en la matière un observatoire privilégié.

Les classes populaires ont récemment fait l'objet de recherches refondateuses<sup>38</sup>, inscrites dans le sillage du renouvellement épistémologique

36. Il s'agissait du séminaire « Genre et classes populaires » organisé par les historiennes Anaïs Albert, Université Paris 1, Fanny Gallot, Université Paris 12, Katie Jarvis, University of Notre Dame (Indiana, États-Unis), Anne Jusseume, Sciences Po Paris, Mathilde Rossignaux-Méheust, Université Paris 1, Clyde Plumauzille, ENS-EHESS et la sociologue Eve Meuret-Campfort, Université de Nantes. Ces affiliations, pour la plupart liées à l'inscription en doctorat, ne sont dans l'ensemble plus d'actualité.

37. A. JAUNAIT et S. CHAUVIN, « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, n° 62, 2012, p. 5-20 ; K. W. CRENSHAW, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005, p. 51-82.

38. Y. SIBLOT, M. CARTIER, I. COUTANT, O. MASCKET et N. RENAHY, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.



initié par Olivier Schwartz<sup>39</sup>. Ces recherches s'appliquent à démontrer la pertinence du terme « classe », pourtant un temps disparu, en même temps que la classe ouvrière, des représentations sociales et du monde académique. Une nouvelle génération de sociologues entend démontrer la capacité des sciences sociales à contribuer à l'analyse de la société contemporaine « qui reste fondamentalement une société de classes », au sens où elle est encore « structurée en groupes sociaux occupant des positions inégales, mais aussi liés par des rapports de domination<sup>40</sup> », malgré les profondes transformations qu'elle a connues. Les classes populaires regroupent une population hétérogène et segmentée qui a toutefois en commun d'être dominée sur le plan économique et social, situation liée à la faiblesse de ses ressources financières et à la petitesse de son statut professionnel, ainsi qu'à sa distance vis-à-vis de la culture dominante. La tertiarisation et les transformations de l'emploi font qu'elles ne peuvent plus être confondues avec la classe ouvrière. La scolarisation de masse a permis leur relatif désenclavement, tandis que l'augmentation du chômage et de la précarité a entraîné l'exclusion sociale d'une partie d'entre elles. On considérera comme appartenant aux classes populaires essentiellement les ouvriers et employés. S'ajoutent un certain nombre de cas « limites », comme c'est la règle s'agissant des définitions sociologiques. Ainsi, dans quelle catégorie faire entrer les paysans, peu étudiés ? Les infirmières ou les instituteurs, devenus professeurs des écoles, doivent-ils être inclus dans les classes populaires ? En l'occurrence, la question décisive est la dynamique : on peut ainsi considérer que la condition des instituteurs, autrefois personnages importants et reconnus, tend à se rapprocher de celles d'autres catégories de salariés : employés, travailleurs (et surtout travailleuses) en général.

Les évolutions de la société et du monde du travail ont évidemment touché la composante féminine des classes populaires. De ce point de vue, 1945 apparaît comme une césure pertinente, puisqu'elle marque la rencontre des femmes avec la participation électorale, l'entrée progressive et massive dans le salariat comme statut permanent et, plus tardivement, la massification de l'enseignement. S'ajoute un trait spécifique, lié au processus d'entrée des femmes dans le salariat permanent : beaucoup de femmes furent considérées comme relevant du monde ouvrier en raison du statut de leur père et de leur mari, puisqu'elles-mêmes ne travaillaient pas. Cette catégorisation mérite d'être interrogée à la lumière de leur parcours.

Le terme d'engagement est préféré à celui de militantisme, trop restrictif, dès lors que ce dernier renvoie traditionnellement au militantisme partisan et syndical, qui n'est pas le seul évoqué ici, et parce qu'il est plutôt associé à une certaine durabilité. Il s'agit de prendre en compte également des formes variées d'engagement, et l'inscription dans certaines

39. O. SCHWARTZ, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées* ; en ligne : <https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>, 13 septembre 2011.

40. Y. SIBLOT *et al.*, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 8.

mobilisations brèves et/ou très localisées, donnant lieu à une cristallisation organisationnelle faible, que le terme « militantisme » ne recouvre pas forcément. Même au sein des entreprises, certaines modalités d'investissement relèvent de cette catégorie, notamment lorsque au cœur de mobilisations, les rapports sociaux ordinaires sont temporairement et partiellement suspendus. C'est le cas des jeunes « filles des mines », ouvrières de La Redoute évoquées dans l'article d'Ingrid Hayes et Karel Yon, qui prolongent la grève de 1970. Il faut donc également prendre en compte des formes d'engagement autour d'expériences intenses mais limitées dans le temps, inscrites dans l'espace local ou sur le lieu de travail, et qui peuvent sortir du cadre des institutions syndicales, politiques ou associatives, voire entrer en contradiction avec elles, ou construire leur dynamique propre même si elles s'adosent à ces institutions. L'intérêt de ce type de mobilisations éphémères et ancrées dans des problématiques locales, concrètes, renvoie également aux traits saillants de la politique ouvrière et populaire comme politique « en actes », selon l'expression de Michel Verret <sup>41</sup>. Déterminée par les impératifs de l'existence, elle se définit d'abord à l'échelon local, « où se construisent les ancrages et les identités élémentaires <sup>42</sup> ». Cette politique territorialisée s'appuie aussi sur la tangibilité des effets de l'engagement, loin de l'abstraction pratiquée par les politiciens professionnels.

En matière d'engagement durable, sans qu'il soit nécessairement partisan ou syndical, les articles rassemblés dans ce numéro renvoient aux dynamiques d'engagement de communistes et de chrétiennes, dans le monde des femmes non salariées – Union des femmes françaises (UFF), Mouvement familial – et à l'usine, notamment dans leur déclinaison syndicale (CGT, CFDT).

Christine Bard a pointé les différences et proximités entre les deux familles idéologiques – communiste et chrétienne – en termes de conception des rapports de sexe dans l'entre-deux-guerres, et Dominique Loiseau a prolongé la réflexion pour les années 1940 et 1950 <sup>43</sup>. Les différences philosophiques sont évidemment profondes, mais une série de conceptions et de pratiques rapprochent les deux mouvances lorsqu'il s'agit des modalités d'engagement des femmes. Ainsi, le Mouvement familial est un mouvement d'action ouvrière qui se revendique comme tel. Au PCF (et à l'UFF), l'idée d'une exploitation spécifique des femmes est rejetée et les communistes raisonnent en termes de promotion féminine, c'est-à-dire sans remettre en cause les rapports sociaux de sexe. En ce qui concerne

41. M. VERRET, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 225.

42. M. PIGENET, « Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Les Cahiers du CHATEFP [Comité d'histoire des administrations chargées du travail de l'emploi et de la formation professionnelle]*, n° 14, 2011, p. 64-71.

43. C. BARD, « Féministes et chrétiennes dans l'entre-deux-guerres » et D. LOISEAU, « Chrétiens et communistes de 1936 à la fin des années 1950 », in G. DERMENJIAN (dir.), « Femmes, famille et action ouvrière. Pratiques et responsabilités féminines dans les mouvements familiaux populaires (1935-1958) », *Les Cahiers du GRMF*, n° 6, 1991.

le travail féminin, l'UFF se différencie peu de la norme dominante dans les années 1950. La vocation maternelle des femmes, le refus de la contraception puis de l'avortement, et la défense de la famille constituent des valeurs portées d'un côté comme de l'autre, et ce jusqu'au tournant des années 1960. Au sein de l'UFF et plus encore dans le Mouvement familial, le cadre privé constitue une sphère d'intervention de fait, tout en étant mythifié et conçu comme une cellule unifiée et protectrice. Ainsi, dans la mouvance du Mouvement populaire des familles (MPF), l'adhésion familiale est la règle jusqu'en 1976. Sur le plan syndical, les articles du numéro confirment le clivage entre une CFDT plutôt mieux disposée à accueillir les femmes et leurs revendications, dans la dynamique de la déconfessionnalisation et de l'après-68, sous l'influence du PSU, face à une CGT plus réticente. S'ajoutent cependant des éléments de complexité : Ingrid Hayes et Karel Yon montrent que la capacité de la CFDT à mobiliser les femmes chez Deffrenne à Roubaix ne signifie en rien contribuer à une politisation féministe ; Eve Meuret-Campfort indique que le rapport au corps et à la féminité manifesté par les responsables syndicales CFDT chez Chantelle exprime plutôt la volonté d'effacer le genre.

On insistera enfin sur un point commun à ces différents courants : la prise de distance radicale avec le féminisme. Michelle Perrot souligne, dans l'entretien publié dans ce numéro, le décalage entre les militantismes féminin et féministe, y compris sur le terrain de la recherche historique. Elle raconte, à propos de la proposition d'un numéro spécial du *Mouvement social* consacré au travail des femmes, en 1978, les réactions de ses collègues :

Annie Kriegel m'a beaucoup surpris quand elle a dit trouver que c'était une excellente idée. Cela dit, son soutien a pu réduire l'enthousiasme d'autres, comme Madeleine [Rebérioux], ou même Rolande Treppe, pour laquelle j'ai beaucoup d'admiration et d'affection, mais qui a toujours affirmé qu'elle n'était pas féministe, et pourtant toute sa vie est un engagement pour la liberté des femmes. Ce fut notamment le cas quand, après les mineurs, elle a voulu travailler sur les femmes dans la Résistance. Elle a fait énormément de choses pour ça, mais avec toujours cette réserve : « je ne suis pas féministe ».

Michelle Perrot met le doigt sur la permanence des représentations bourgeoises du féminisme, conçu dans le marxisme comme une lutte secondaire et suspecte de collaboration de classe :

Aux yeux de Rolande et même de Madeleine, il y avait un péché de bourgeoisie dans le féminisme, ce qu'Annie Kriegel ne ressentait pas du tout. Ces femmes-là se sont battues pour les femmes, mais toujours en tenant à dire qu'elles n'étaient pas féministes (p. 123).

De fait, la connotation bourgeoise attribuée au féminisme et son caractère transgressif des normes de genre qui structurent la division sexuelle des tâches dans les familles ouvrières<sup>44</sup> ont contribué au rejet de cette

44. O. SCHWARTZ, *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 2014. Le sociologue souligne que la division sexuelle des tâches dans les familles ouvrières participe de la survie du groupe face à l'adversité économique.

étiquette<sup>45</sup>. Si Margaret Maruani et Anni Borzeix ont déduit de leur enquête l'existence de fait d'un féminisme ouvrier parmi les ouvrières mobilisées de la Confection industrielle du Pas-de-Calais (CIP), dès lors qu'elles renversent, dans leurs témoignages, les rapports de supériorité/infériorité habituellement intériorisés par les femmes<sup>46</sup>, il faut bien prendre en compte le rejet répété de l'appellation, jusqu'à une période très récente. Peut-on être féministe en pratique, sans le vouloir, voire en refusant de l'être ? Comme l'ont montré Fanny Gallot et Eve Meuret-Campfort chez les ouvrières de Chantelle à Nantes dans les années 1970<sup>47</sup> et comme c'est également le cas chez Deffrenne à Roubaix dans la même période, des responsables syndicales CFDT et CGT en Pays de Loire ont toujours les plus grandes difficultés à s'identifier comme féministes<sup>48</sup>. Dominique Loiseau considère qu'il est difficile de « nier leur autoperception », même si les préoccupations des femmes qu'elle interroge correspondent pour la plupart à la définition du féminisme que donne la philosophe Geneviève Fraisse : « faire des femmes des sujets, des individus autonomes libres de leurs choix<sup>49</sup> ». Elle insiste sur les contradictions à l'œuvre, mais aussi sur la dimension théorique de l'incompatibilité constatée, en raison de l'absence d'appropriation par les organisations syndicales des « fondements théoriques sur les questions soulevées par le mouvement de femmes<sup>50</sup> ». Cela concerne la construction sociale et historique du genre et des inégalités sexuées. De concert avec Geneviève Dermenjian, et s'agissant cette fois des militantes communistes et des difficultés qu'elles rencontrent au sein du PCF, elle affirme qu'il est trompeur de raisonner en termes « d'erreur » ou de « retard », sauf à prendre le risque de gommer les divergences d'analyse avec le féminisme, divergences qui sous-tendent des pratiques et des revendications<sup>51</sup>.

Reste une question transversale, pour l'instant sans réponse, portant sur l'impact indéniable, mais difficile à saisir, du mouvement féministe des années 1970 sur les lieux de travail et sur les mouvements féminins – UFF, Action catholique, Mouvement familial ou Union féminine civique et sociale. La rencontre des mouvements féminins avec la deuxième vague du féminisme a provoqué une accélération de leur déclin déjà entamé,

45. F. ROCHFORT, « Les féministes », in J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France. Vol. 2*, Paris, La Découverte, 2005, p. 108-118.

46. A. BORZEIX et M. MARUANI, *Le temps des chemises...*, *op. cit.*

47. F. GALLOT et E. MEURET-CAMPFORT, « Des ouvrières en lutte dans l'après 1968. Rapports au féminisme et subversions de genre », *Politix*, n° 109, 2015, p. 21-43.

48. D. LOISEAU, « De la difficulté de s'identifier comme féministe : les responsables syndicales en Pays de Loire aujourd'hui », in C. BARD (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 131.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*, p. 130.

51. G. DERMENJIAN et D. LOISEAU, « Itinéraires de femmes communistes », in O. FILLIEULE et P. ROUX (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 112.

et la fin des années 1960 constitua souvent le terme des recherches les concernant. Marqués par un recrutement ancré dans les mondes ouvriers et populaires, ces mouvements sont éloignés des milieux sociaux et militants au sein desquels surgit le féminisme. Les femmes des classes populaires ne connaissent pas le processus de scolarisation dans le supérieur ou, lorsqu'elles le connaissent, c'est dans un contexte de sortie progressive de classe par les études. Les militantes de l'UFF et du Mouvement familial sont encore plus éloignées dès lors qu'elles ne travaillent pas ou plus. Pourtant, leurs organisations sont sommées de se positionner sur des revendications qui leur sont extérieures. Les débats concernant l'avortement et la contraception s'imposent et imposent des tournants brusques. La politisation de la sphère privée fait voler en éclat le caractère protecteur de la famille, et la condition ouvrière, elle aussi rassurante, semble soudain poreuse et incertaine. Cette crise politique et militante contribue à une forme de dépolitisation du mouvement familial, décrite par Lilian Mathieu dans son étude portant sur la Confédération syndicale des familles (CSF). Si les éléments sociologiques sont stables, hormis le vieillissement, le projet politique fondateur est quant à lui très affaibli, participant d'une crise des formes d'engagement des classes populaires.

Le monde du travail, plus ouvert sur l'extérieur, permet des formes de diffusion des conceptions féministes par « capillarité <sup>52</sup> ». La visibilité variable des revendications proprement féminines dans des entreprises à configuration mixte, mais fortement féminisées, dépend évidemment des formes d'organisation du travail et du système de représentation politique dans l'usine, mais aussi des réseaux militants locaux et du travail militant spécifique effectué ou non.

Ce dossier propose d'abord de revenir sur un engagement dans un mouvement mixte, héritier du catholicisme social de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Geneviève Dermenjian aborde le sens de l'engagement féminin au sein de cette structure porteuse d'égalité, tout en reposant sur une division sexuelle du travail militant dans les couples. Son article, « Femmes dans le mouvement familial : un militantisme populaire et genre (1935-1957) », rend compte de cet engagement conçu comme l'affaire du couple, où chacun joue un rôle spécifique selon son sexe. Les hommes gagnent le pain quotidien à l'extérieur, les femmes ne font pas encore « bouillir la marmite » et abandonnent leur métier d'ouvrière quand naissent les enfants. Le militantisme de quartier, prolongement du foyer, est une occasion de se former à la mixité et à la politique, sans que celle-ci soit pensée comme telle.

Parmi les développements du militantisme familial, la défense des conditions de vie et du logement fut portée dans les quartiers populaires par des couples de militants. L'article de Lilian Mathieu, « La Confédération syndicale des familles : une enquête régionale », se fonde sur une enquête par questionnaire complétée par des entretiens auprès de militantes et militants.

52. C. ACHIN et D. NAUDIER, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, n° 1, 2010, p. 77-93.

Fortement féminisée, composée de deux tiers d'adhérentes ou militantes, ancrée dans les classes populaires urbaines, positionnée à gauche, l'association voit progressivement s'effriter les bases sociales de son militantisme. L'engagement est marqué par l'interconnaissance, liée à la nature même de l'engagement dans le quartier et autour des problèmes de la vie quotidienne. Ce courant est porteur d'un engagement chrétien dans la cité marqué par « l'enfouissement », et témoigne du maintien d'un militantisme conjugal.

Regroupant les femmes de milieu populaire, l'UFF a été un espace d'engagement féminin autour de la cause des mères, de celle des femmes et du communisme dans les classes populaires au sortir de la guerre. La contribution de Dominique Loiseau, « L'Union des femmes françaises pendant les Trente Glorieuses : entre "maternalisme", droit des femmes et communisme », montre comment les militantes se positionnaient d'abord comme épouse ou mère dans les luttes sociales, avant de développer des mobilisations spécifiques autour du quotidien, mais aussi d'enjeux plus larges comme celui du pacifisme. Cette politisation par le bas s'opère toutefois dans l'évacuation du féminisme comme horizon politique.

L'articulation entre politisation et féminisme fait l'objet de l'enquête menée par Ingrid Hayes et Karel Yon, avec l'aide de Lucile Ruault et Benjamin Plouviez, sur les syndicalistes de la CGT et de la CFDT. Leur texte, « Ressorts et limites d'une prise de conscience féministe dans les conflits industriels (Roubaix, années 1970) », porte sur deux mobilisations ayant eu lieu à La Redoute, entreprise de vente par correspondance, et dans les tissages Deffrenne. Ces deux entreprises de Roubaix ont en commun leur forte féminisation. Pour autant, les conflits du travail ne produisent pas les mêmes types de politisation en termes de féminisme et de remise en question des rapports sociaux. Les configurations de travail, l'espace de la représentation ouvrière, la mobilisation en elle-même conditionnent l'émergence ou l'absence de formulation féministe du conflit.

Prolongeant cette comparaison, le dossier se clôt par le travail mené sur les ouvrières de la lingerie. À partir d'une enquête menée sur l'engagement syndical d'ouvrières d'une usine de l'habillement française des années 1960 aux années 1990, l'article se penche sur les parcours militants, les modèles d'émancipation et de respectabilité féminine à la CGT et à la CFDT. Chez Chantelle, les modèles militants féminins circulent, se croisent et évoluent, comme le montre Eve Meuret-Campfort dans son article, « Le rapport au genre et à la classe de militantes syndicales ouvrières : deux voies d'émancipation ».

Se dessine ainsi une évolution de la politisation dans ces formes d'engagements féminins saisis entre la fin de la Seconde Guerre mondiale, période de forte croissance économique, et la fin du siècle. Les transformations du monde ouvrier, des classes populaires et celles du travail des femmes s'articulent aux évolutions de l'engagement et se traduisent par une césure générationnelle qui reflète les mutations profondes des dynamiques de politisation.